

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, je ne suis entré personnellement en contact avec aucun fonctionnaire américain, mais je demanderai avec plaisir au ministre s'il y a eu des entretiens à ce sujet.

LANARK INDUSTRIES—LES AUTRES MENACES DE FERMETURE DE L'USINE DE DUNNVILLE

M. Derek Blackburn (Brant): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question supplémentaire au ministre du Travail. Le ministre a-t-il des renseignements sur les menaces qu'aurait, paraît-il, déjà faites la *Lanark Industries* de Dunnville, une société d'appartenance américaine, de fermer ses portes lorsqu'elle s'est trouvée aux prises avec des différends individuels? Si le ministre a ces renseignements, pourrait-il les donner à la Chambre? S'il ne les a pas, essaierait-il de les obtenir pour nous?

L'hon. Martin P. O'Connell (ministre du Travail): Oui, monsieur l'Orateur, je vais m'informer. Je n'ai pas de renseignements entre les mains.

* * *

L'EXPANSION ÉCONOMIQUE RÉGIONALE

LES RÉGIONS DÉSIGNÉES—LA POSITION DES PROVINCES—LES CONSULTATIONS—LE DÉPÔT DE LA CORRESPONDANCE

M. David Lewis (York-Sud): Monsieur l'Orateur, mes question au ministre de l'Expansion économique régionale découlent de son annonce de cet après-midi dans laquelle il nous a déclaré avoir discuté avec les provinces de la prolongation de ce programme. Peut-il nous dire si elles sont convenues de cette prolongation sans demander que soient apportées des modifications à la structure et à la mise en œuvre du programme de subventions? Toutes les provinces étaient-elles absolument d'accord ou seulement une ou deux comme je le soupçonne?

L'hon. Jean Marchand (ministre de l'Expansion économique régionale): Non, monsieur l'Orateur. Je ne pense pas que les provinces aient toutes réagi de la même façon. Certaines ont approuvé le renouvellement du programme tel quel et beaucoup ont suggéré des changements. Mais nous avons décidé de conserver les zones désignées dans leur forme actuelle pendant encore 18 mois.

M. Lewis: Le ministre peut-il nous indiquer brièvement quelle était la nature des consultations? Si le gouvernement a déjà décidé cette prolongation du programme sans le modifier ni changer les limites des régions, quelle était la nature de ces consultations avec les provinces ou celles-ci ont-elles simplement été informées de la décision gouvernementale?

L'hon. M. Marchand: Non, monsieur l'Orateur. Il s'agissait de consultations réelles. Nous avons demandé aux provinces de nous communiquer leurs idées sur nos projets. Certaines voulaient qu'on apporte certaines modifications aux zones désignées. Quelques autres ont même suggéré qu'on en modifie le principe même. Ce sont donc

les sujets qui feront l'objet de négociations au cours de la période annoncée.

M. Lewis: Monsieur l'Orateur, d'après la réponse du ministre j'en déduis qu'il a sollicité le point de vue des provinces pour n'en tenir aucun compte ou pour l'étudier ultérieurement au lieu de modifier son programme en conséquence, ce qui dénote une faible collaboration fédérale-provinciale. Le ministre pourrait-il s'engager à déposer la correspondance échangée entre lui-même ou son ministère et les gouvernements provinciaux sous réserve, évidemment, de l'accord de ces derniers au sujet de cette correspondance ou de tout échange de documents se rapportant au programme annoncé aujourd'hui?

L'hon. M. Marchand: Monsieur l'Orateur, j'étudierai la question et m'enquerrai de ce qu'en pensent les provinces.

SIDBEC—QUESTION RELATIVE AUX SUBVENTIONS

[Français]

M. Yvon L'Heureux (Chambly): Monsieur le président, je désire poser une question supplémentaire.

Le ministère de l'Expansion économique régionale a-t-il contribué ou devrait-il contribuer, dans un avenir prochain, à l'établissement et à l'expansion de l'aciérie SIDBEC, à Contrecoeur, inaugurée lundi dernier par le premier ministre du Québec?

L'hon. Jean Marchand (ministre de l'Expansion économique régionale): Je crois, monsieur l'Orateur, qu'on a offert des subventions s'élevant à environ six millions de dollars à la SIDBEC. Toutefois, il n'est pas certain que l'octroi soit aussi élevé, car tout dépendra si les travaux seront terminés avant le 31 décembre 1973.

• (1450)

DEMANDE DE DÉPÔT DU RAPPORT RELATIF À L'ORGANISATION DU MINISTÈRE

[Traduction]

M. James A. McGrath (Saint-Jean-Est): Puis-je demander au ministre s'il a reçu les résultats de l'étude menée sur l'organisation du ministère par le Conseil canadien du développement rural? Si le ministre a reçu ce rapport, voudra-t-il le déposer à la Chambre à la première occasion?

L'hon. Jean Marchand (ministre de l'Expansion économique régionale): Je m'en occuperai, monsieur l'Orateur.

CONTRECOEUR—LE MAINTIEN DU STATUT DE «ZONE SPÉCIALE»

[Français]

M. l'Orateur: L'honorable député de Chambly désire-t-il poser d'autres questions supplémentaires au ministre?

M. L'Heureux: Oui, monsieur le président. Étant donné la déclaration que le ministre a faite il y a quelques